

Une israélienne qui fuit des poursuites pour crimes de guerre reçoit un prix allemand de la paix



L'ancienne ministre israélienne des Affaires étrangères a évité arrestation ou interrogatoire au Royaume Uni, en Belgique et en Suisse pour son rôle dans les crimes de guerre à Gaza. (Brookings Institution)

Par Ali Abunimah, le 17 juin 2020

Les défenseurs des droits de l'homme [exhortent](#) le Brückepris (Prix du Pont) d'Allemagne de retirer son prix 2020 à [Tzipi Livni](#), politicienne israélienne qui s'est vantée de son rôle

dans des crimes de guerre contre les Palestiniens.

La [citation](#) pour le Bridge Prize, nom sous lequel il est connu en anglais, dit que Livni est honorée pour avoir promu « la liberté de penser, la démocratie, l'ouverture et l'humanité » et pour « sa politique de paix orientée vers la liberté ».

Le prix est remis à des individus qui ont dédié leur vie à la démocratie et à l'entente pacifique entre les peuples et est assorti d'une prime en espèces de 2.800 \$.

Mais, loin de promouvoir la paix, Livni est accusée d'implication dans « des crimes de guerre et crimes contre l'humanité commis dans la Bande de Gaza sous blocus » quand elle était ministre des Affaires étrangères d'Israël lors de l'assaut sur Gaza en 2008-2009, a écrit mardi l'association des droits humains Euro-Med Monitor dans une [lettre](#) au président du Brückepris Willi Xyländer.

Livni « a travaillé sans relâche, pendant cette opération condamnée internationalement, pour blanchir l'attaque d'Israël sur la population civile de Gaza », ajoute la lettre, faisant remarquer que l'attaque israélienne avait coûté la vie à [1.400 Palestiniens](#), dont la très grande majorité étaient des civils.

« Véritable hooliganisme »

Livni n'a pas non plus hésité à parler de son rôle et de son soutien dans le massacre de Gaza.

Elle a [dit](#) en janvier 2009 aux médias israéliens : « Israël a fait preuve d'un véritable hooliganisme au cours de la récente opération, ce que j'avais exigé. »

Le Rapport Goldstone, enquête indépendante commandée par l'ONU sur cette attaque, cite elle également Livni déclarant : « Israël n'est pas un pays sur lequel vous tirez des missiles et qui n'y répond pas. C'est un pays qui, quand vous tirez sur ses citoyens, répond en se déchaînant – et c'est une bonne chose. »

Et au lieu de promouvoir la démocratie, Livni a [soutenu le nettoyage ethnique](#) des citoyens Palestiniens d'Israël afin de rendre la population israélienne plus purement juive.

Ancienne ministre de la Justice, Livni a aussi [dit](#) aux négociateurs palestiniens : « Je suis contre le droit – le droit international en particulier. Le droit en général. »

Ce n'est guère le bilan de quelqu'un qui mérite la reconnaissance pour sa contribution à la paix et à l'entente internationales.

Poursuivie pour crimes de guerre

A plusieurs occasions, Livni a dû fuir une arrestation ou un interrogatoire par les autorités judiciaires cherchant à enquêter sur elle pour crimes de guerre, au [Royaume Uni](#), en [Suisse](#) et en [Belgique](#).

Donner le Brückepris à une politicienne israélienne accusée de crimes de guerre « contribuerait à blanchir les crimes de l'occupation israélienne sur les Palestiniens » et pourrait « encourager les politiciens israéliens à commettre encore plus d'atrocités contre les Palestiniens en sachant que ces brutalités n'affecteraient pas leur statut international », ajoute Euro-Med Monitor.

Pourtant, en Allemagne malheureusement, les élites continuent de croire que le soutien inconditionnel à Israël quels que soient les crimes qu'il commet et les louanges aux criminels de guerre israéliens sont des formes de réparation pour l'assassinat par le gouvernement allemand de millions de Juifs européens.

La vraie leçon à tirer des crimes de l'Allemagne devrait être que personne ne doit échapper à sa responsabilité pour des crimes de guerre, et cela inclut Tzipi Livni.

Traduction : J. Ch. pour l'Agence Média Palestine

Source : [The Electronic Intifada](#)